

David Ray Griffin

Le Nouveau Pearl Harbor

Traduit de l'américain par
Pierre-Henri Bunel

Éditions Demi-Lune



DEUXIÈME PARTIE
LE CONTEXTE ÉLARGI

CHAPITRE 5

Les autorités américaines ont-elles été pré-alertées sur le 11 Septembre ?

D'après les opposants à la thèse officielle, le contexte élargi prend en compte trois autres types d'éléments de preuve contre la version gouvernementale des événements. Dans ce chapitre, j'étudie le premier type, les preuves de ce que les autorités américaines ont été averties des frappes avant qu'elles ne se produisent.

De nombreuses hautes autorités de l'administration Bush ont prétendu que les événements du 11 Septembre étaient totalement inattendus. Condoleezza Rice, par exemple, la conseillère de Bush pour la Sécurité nationale, déclare en mai 2002 : « Je ne pense pas que quiconque aurait pu prévoir que ces gens prendraient un avion pour le lancer contre le World Trade Center, en prendraient un autre et le lanceraient contre le Pentagone, qu'ils essaieraient de se servir d'avions détournés comme de missiles. »¹ Le mois suivant, le président Bush, dans un discours au pays, tient les propos suivants : « D'après tout ce que j'ai vu, je ne crois pas que quiconque aurait pu empêcher l'horreur du 11 Septembre. »² L'enquête conjointe des commissions du Sénat et de la Chambre des représentants sur le renseignement prétend en outre, le mentionnant dans son rapport final, qu'en dépit d'indices laissant penser à des projets d'attaques terroristes aux États-Unis, « au printemps et à l'été 2001, l'opinion générale de la communauté du renseignement était que les menaces d'attaques de ben Laden portaient plus vraisemblablement sur les intérêts américains à l'étranger. »³ On peut diviser ces affirmations en deux autres, plus précises, que les opposants à la thèse officielle ont toutes les deux remises en cause.

N'AVAIT-ON PAS ENVISAGÉ LA POSSIBILITÉ MÊME DE TELLES ATTAQUES ?

L'une des affirmations est que personne n'avait même imaginé que quiconque puisse se servir d'avions comme d'armes. Par exemple, un

officiel du ministère de la Défense aurait tenu les propos suivants : « Je ne pense pas que l'un d'entre nous ait envisagé une menace aérienne intérieure constituée par de gros avions. Personne de ma connaissance n'y a jamais pensé. »⁴ Environ un an plus tard, Ari Fleischer l'attaché de presse de la Maison Blanche déclare : « Jusqu'à ce que les frappes se soient produites, je pense qu'il est honnête de reconnaître que personne n'avait envisagé cette possibilité. »⁵

Pourtant, les sceptiques ne manquent pas d'éléments qui tendent à prouver le contraire. En 1993, par exemple, un groupe d'experts mandatés par le Pentagone a suggéré qu'on pouvait se servir d'avions comme de missiles pour frapper des sites d'importance nationale. Toutefois, le rapport *Terror 2000* ne contient pas de mention de cette éventualité. C'est, dit un de ses auteurs, parce que « le département de la Défense nous a demandé de ne pas l'inclure dans le texte. » Seulement, en 1994, l'un des experts écrit dans le périodique *Futurist* :

« Des objectifs comme le World Trade Center non seulement garantissent le nombre de victimes nécessaire mais encore frappent l'opinion par leur caractère symbolique. Pour optimiser leurs chances de réussite, il est vraisemblable que des groupes terroristes monteront plusieurs opérations simultanées. »⁶

La même année, trois avions sont détournés pour servir d'armes, dont l'un par un groupe proche de *al-Qaida*, qui a fait l'objet d'une large publicité parce qu'il avait pour cible la Tour Eiffel. En 1995, dans l'article de page titre du périodique *Time*, le sénateur Sam Nunn présente un scénario dans lequel des terroristes font s'écraser un avion radiocommandé sur l'immeuble du Capitole.⁷

L'année 1995 voit aussi une découverte importante dont on parle beaucoup : la police philippine trouve un ordinateur de *al-Qaida* qui contient un dossier nommé « Projet Bojinka ». L'un des volets de ce projet évoque l'emploi d'avions détournés pour frapper des objectifs comme le World Trade Center, la Maison Blanche, le quartier général de la CIA et le Pentagone. Ce plan, bien évidemment présenté par Khalid Sheikh Mohammed (qu'on a depuis identifié comme le cerveau du 11 Septembre) et son parent Ramsi Youssef⁸, est remonté à la surface en 1996 lors du procès de ce dernier, accusé d'avoir organisé l'attaque de 1993 contre le World Trade Center.⁹ Ahmed souligne que Youssef est condamné le 11 septembre 1996 ; le 11 Septembre était par conséquent le cinquième anniversaire du verdict¹⁰. De plus, Thompson rapporte qu'après les frappes, un enquêteur philippin dit : « C'est Bojinka... On a donné aux Américains tout ce qu'on a sur Bojinka. Pourquoi ne l'ont-ils pas pris en compte ? »¹¹

En 1999, le conseil national du renseignement, qui conseille le président et les services de renseignement américains sur les menaces émergentes, annonce dans un rapport spécial sur le terrorisme :

«La riposte attendue d'*al-Qaida* à l'attaque américaine par missiles de croisière [de 1998]... pourrait prendre plusieurs formes d'attaques terroristes contre le Capitole. Des tueurs suicides du Bataillon du Martyre appartenant à *al-Qaida* pourraient faire tomber des avions bourrés d'explosif... sur le Pentagone, le Q.G. de la CIA ou la Maison Blanche.»¹²

En ce qui concerne le Pentagone en particulier, les autorités ont conduit en octobre 2000 un exercice d'alerte pour prendre en compte la possibilité de voir lancer un avion de ligne détourné contre le Pentagone.»¹³

En somme, arguent les critiques, il est clairement mensonger de prétendre que personne n'avait jamais envisagé la possibilité de telles attaques.

N'Y A-T-IL PAS EU D'INDICES D'ALERTE PORTANT SUR LES FRAPPES ?

Il existe une deuxième affirmation moins répandue qui veut que bien qu'on ait eu vent de la possibilité de frappes de ce genre, il n'existait aucun indice d'alerte spécifique quant au 11 Septembre. Trois jours après les événements, par exemple, le directeur du FBI, Robert Mueller, déclare : «Je n'ai pas eu connaissance d'indices d'alerte qui auraient laissé penser à ce genre d'opération sur notre sol.»¹⁴ Un an plus tard, il affirme encore : «À ce jour nous n'avons trouvé personne, à part les pirates eux-mêmes,¹⁵ qui ait eu connaissance du complot.»

Le rapport final de l'enquête conjointe des commissions du Sénat et de la Chambre des représentants sur le renseignement admet cette thèse dans sa synthèse. La première «conclusion» de cette synthèse dit ceci :

«Alors que la communauté du renseignement a amassé une grande quantité d'informations de qualité sur Oussama ben Laden et ses activités terroristes, aucune d'entre elles ne donnait la date, le lieu et la nature précise des frappes qui se préparaient pour le 11 septembre 2001.»

En fait, comme nous l'avons vu plus haut, cette synthèse du rapport final disait que les informations dont elle disposait ont conduit la communauté du renseignement à conclure que les attaques cibleraient «des intérêts américains à l'étranger.»

Mais en réalité, soutiennent les critiques, on disposait à l'évidence de nombreux indices d'alerte spécifiques bien avant le 11 septembre. Ces avertissements relatifs à des frappes contre les États-Unis devenant plus inquiétants que jamais à partir du mois de mai 2001, les services de renseignement américains auraient dû être à un niveau d'alerte élevé.¹⁶ On pourrait estimer qu'il aurait fallu le renforcer encore puisque, le 28 juin, le

directeur de la CIA George Tenet remet à Condoleezza Rice une note de renseignement indiquant : « On peut s'attendre à une offensive significative de *al-Qaida* dans un avenir proche, dans les semaines qui viennent. »¹⁷ C'est dans ce contexte que sont parvenus des indices d'alerte assez précis.

Fin juillet, par exemple, le ministre des Affaires étrangères des talibans informe des autorités américaines qu'Oussama ben Laden prépare une attaque massive de l'intérieur des États-Unis, attaque imminente qui fera des milliers de morts.¹⁸ Le 26 juillet, l'*Attorney general** Ashcroft décide de ne plus voyager en avion commercial en raison d'une note de synthèse évoquant le risque qui pèse sur ce mode de transport – bien que « ni le FBI ni le ministère de la Justice... n'aient précisé ni la nature de la menace, ni quand elle a été détectée, ni de qui elle vient ». ¹⁹ En mai 2002, on a prétendu que la note de synthèse en question n'avait rien à voir avec *al-Qaida* mais d'après *Associated Press*, Ashcroft a préféré quitter son bureau plutôt que répondre à des questions sur ce sujet. La *San Francisco Chronicle* déplore : « Le FBI savait à l'évidence que quelque chose couvait... Le service avait conseillé à Ashcroft d'éviter tout vol commercial. Nous autres, citoyens ordinaires, nous devons assumer les risques. » Dan Rather, de *CBS* demande plus tard à propos de cet avertissement : « Pourquoi n'a-t-il pas été communiqué au grand public ? »²⁰

Août et septembre amènent leurs lots d'avertissements. Un agent marocain qui a infiltré *al-Qaida* a de toute évidence été appelé aux États-Unis pour parler de son rapport selon lequel ben Laden, déçu que l'attentat de 1993 n'ait pas fait tomber le World Trade Center, préparait « des opérations de grande envergure à New York pour l'automne 2001. »²¹ L'ancien agent de la CIA Robert Baer aurait rendu compte à la division antiterroriste de la CIA qu'il avait appris, d'un militaire proche d'un prince du golfe Persique, qu'une « opération terroriste spectaculaire » était sur le point de se déclencher.²² En outre, d'autres indices d'alerte auraient été fournis par plusieurs services de renseignement étrangers. Ainsi, Vladimir Poutine, le président russe, a déclaré plus tard : « En août, j'ai ordonné à mes services de renseignement d'avertir le président Bush dans les termes les plus fermes que 25 terroristes étaient en train de se préparer à attaquer les États-Unis, en frappant notamment d'importants bâtiments gouvernementaux comme le Pentagone. Le chef du renseignement russe a aussi précisé : « Nous l'avons clairement averti » à plusieurs occasions « mais il ne nous a pas accordé l'attention suffisante. »²³ On a également

* Aux États-Unis, l'*Attorney general* est en fait le ministre de la Justice alors qu'en Grande-Bretagne, il s'agit du procureur général.

dit que la Jordanie, l'Égypte et Israël²⁴ avaient lancé des avertissements, ce dernier pays précisant, quelques jours avant le 11 Septembre, que 200 terroristes en relation avec Oussama ben Laden étaient en train de «préparer une grosse opération.»²⁵

L'un des avertissements officiels de cette période a été largement porté à la connaissance du public. Il s'agit d'une note venant de Grande-Bretagne qui a été incluse dans le point de situation «renseignement» présenté le 6 août au président Bush. Cet avertissement annonçait que *al-Qaida* avait mis sur pied une attaque contre les États-Unis employant plusieurs avions détournés. La Maison Blanche a gardé secret cet avertissement et le président n'a cessé de prétendre après le 11 Septembre qu'il n'avait jamais reçu aucun avertissement d'aucune sorte. Seulement, le 15 mai 2002 *CBS Evening News* [une sorte de «20 heures» de *CBS* (NdT)] révèle l'existence de cette note du renseignement britannique. Condoleezza Rice tente d'en minimiser l'importance en la présentant comme «vague et mince», un document d'une page et demie. Mais des articles de journaux décrivent un document de 11 pages.²⁶ Le correspondant de la presse à la Maison Blanche, Ari Fleischer, affirme sans ambiguïté: «Le président n'a pas, je dis bien n'a pas, reçu d'informations sur l'utilisation d'avions de ligne comme missiles par des pilotes-suicides.»²⁷ Mais quelques jours plus tard le *Guardian* rapporte que «la note [du 6 août] ne laissait aucun doute sur le fait que des avions détournés allaient servir de missiles et que les objectifs désignés seraient à l'intérieur des États-Unis.»²⁸ Le fait que l'administration ait refusé de communiquer cette note tout en prétendant qu'elle ne contenait rien de spécifique contribue à semer le doute sur la sincérité des autorités. Comme le dit Michael Moore: «Si elle ne contient rien de spécifique, pourquoi ne pas la publier?»²⁹

De toute manière, même si on considère cette note comme trop vague pour permettre de prévenir les événements du 11 Septembre, le marché boursier, lui a donné des indices d'alerte encore plus précis. Les services de renseignement observent les marchés boursiers, soulignent les critiques, pour y détecter des indices de catastrophes imminentes. Les jours qui précèdent immédiatement le 11 Septembre voient un très gros volume d'achat d'options sur le titre de Morgan Stanley Dean Witter qui occupe 22 étages du World Trade Center, et sur ceux de United et American Airlines, les deux compagnies qui ont été utilisées pour les frappes.³⁰ Pour ces deux compagnies et celles-là seulement, «les mouvements de titres ont été multipliés par 1 200 au cours des trois jours qui ont précédé les frappes sur le World Trade Center.»³¹ Prendre des options d'achat consiste à parier que le cours des titres va chuter et dans ce cas le pari est très gagnant. Comme l'explique la *San Francisco Chronicle*: «Lorsque les cours du marché... se sont

effondrés... à la suite des frappes terroristes la valeur des options a été multipliée par cent, entraînant des millions de dollars de bénéfice.» Si un petit groupe de spéculateurs a acheté la majorité des milliers d'options d'achat pour ces trois titres, il aura gagné plus de 10 millions de dollars. Ce volume inhabituel d'achats «laisse soupçonner... que les investisseurs avaient connaissance des frappes à venir».³²

Il y a ici un élément très important : n'importe quel officier de renseignement observant ces développements, surtout à la lumière de tous les indices d'alertes qui ont précédé, conclura que quelqu'un disposant d'informations internes a su que, dans un avenir proche des avions tant de United Airlines que d'American Airlines allaient être utilisés pour les frappes, très vraisemblablement contre le World Trade Center. Et on ne peut sérieusement douter, ajoute Ahmed, que les officiers de renseignement observent les marchés à la recherche de telles anomalies. Il cite le journaliste d'investigation Michael Ruppert, ancien détective de la police de Los Angeles qui a écrit : «Il est plus que connu que la CIA suit depuis longtemps ce genre de mouvements en temps réel à la recherche d'indices d'alerte potentiels d'attaques terroristes et autres mouvements économiques contraires aux intérêts des États-Unis.» Ahmed ajoute que «l'UPI* a rapporté que le réseau de renseignement ECHELON, financé par les États-Unis, suit de très près les mouvements de la bourse.»³³

Une surprenante note de bas de page annexée à cet article précise que A. B. «Buzzy» [bourdonnant (NdT)] Krongard, promu en mars 2001 au sein de la CIA par le président Bush qui l'a nommé directeur adjoint, était jusqu'en 1998 le directeur de la Deutsche Bank, l'un des principaux organismes bancaires par le truchement desquels ont été achetées les options d'achat sur les actions de United Airlines.³⁴ Cela signifie, bien sûr, qu'il pourrait bien y avoir là un délit d'initié qui ridiculiserait celui de Martha Stewart** en ampleur et en portée.

Quoi qu'il en soit, continuent les critiques, les interceptions de guerre électronique ont fourni à l'évidence encore plus d'indices d'alerte. Peu avant le 11 Septembre, le FBI aurait intercepté des messages du style «Un truc énorme va se produire» et «Ils vont payer la facture.»³⁵

* United Press International (NdT).

** Martha Stewart, femme d'affaires à la tête d'une grosse fortune réalisée dans la décoration d'intérieur, a été accusée de délit d'initié dans la vente d'actions de ses entreprises. Elle est très célèbre aux États-Unis en raison de son émission de télévision sur la décoration de la maison et cette accusation de «complot» a fait l'effet d'une bombe aux États-Unis.

Le 9 septembre, un service de renseignement étranger aurait transmis au renseignement américain l'interception d'un message de ben Laden à sa mère dans lequel il lui dit : « Dans deux jours, tu vas apprendre une grande nouvelle et tu ne m'entendras plus pendant quelque temps. »³⁶ Le lendemain, 10 septembre, les services de renseignement américains auraient obtenu les interceptions de conversations entre des membres de *al-Qaida* : annonçant : « Demain sera un grand jour pour nous. »³⁷ L'une de ces interceptions aurait été réalisée par la NSA* qui aurait suivi pendant l'été une conversation entre Mohammed Atta et Khalid Sheikh Mohammed dont on pense qu'il est l'un des organisateurs du projet Bojinka, l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, et celui contre le bateau *USS Cole*.³⁸ Dans l'interception du 10 septembre 2001, Atta aurait reçu le feu vert de Mohammed pour les frappes du 11 Septembre. D'après l'article de *The Independent* daté du 15 septembre 2002 rapportant le contenu de cette interception, on n'a pas communiqué à quel moment cette interception a été traduite.³⁹ Mais comme le renseignement américain avait appris en juin 2001 que Khalid Sheikh Mohammed songeait à « envoyer des terroristes aux États-Unis »⁴⁰ on peut supposer que la traduction d'un message venant de lui devait être absolument prioritaire.

Pourtant, les services de renseignement américains affirmeront plus tard que les messages très éloquentes arrivés deux jours avant le 11 Septembre n'ont été traduits qu'après coup. Pour Thompson, il est très important de souligner que le sénateur Orrin Hatch a déclaré que des officiels américains ont surpris deux assistants de ben Laden en train de célébrer la réussite des attaques terroristes. Lors d'une conférence de presse le 12 septembre, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld aurait manifesté sa réprobation devant l'écart de Hatch qui démontrait qu'en fait le gouvernement américain suivait ces conversations en temps réel.⁴¹ L'idée selon laquelle non seulement des informations ciblées sont arrivées le 10 septembre mais qu'en plus elles ont été traduites, est encore appuyée par un article de l'hebdomadaire *Newsweek* selon lequel ce jour-là « un groupe de hautes autorités du Pentagone a annulé subitement des projets de voyage prévus pour le lendemain matin, apparemment en raison de soucis de sécurité. »⁴²

Disposant de ces informations, nous pouvons nous faire une idée plus précise de la valeur du rapport final de l'enquête conjointe. Le contenu de

* National Security Agency, l'Agence nationale de sécurité qui est chargée des écoutes électroniques et met en œuvre, entre autres, la partie américaine du réseau ECHELON (NdT).

sa synthèse est éloquent sur ce point. Selon elle, la communauté du renseignement ne disposait d'aucun élément précisant « le moment, l'endroit et la nature précise des frappes qui avaient été préparées pour le 11 septembre 2001. » L'enquête conjointe a, à l'évidence, tenté de faire cadrer cette conclusion avec le genre de renseignements ciblés que nous avons passé en revue plus haut ; dans cette optique, elle écrit : « Au cours de la période du 8 au 10 septembre 2001, la NSA a intercepté quelques communications qui indiquaient la possibilité d'une activité imminente, mais elle ne les a ni traduites ni diffusées avant le 11 Septembre. »⁴³ Il serait pourtant intéressant de savoir si cette conclusion se fonde sur des éléments de preuve ou sur le témoignage de membres de la NSA. Il serait aussi intéressant de savoir si l'enquête conjointe a tenté d'expliquer pourquoi, le 10 septembre, « un groupe de hautes autorités du Pentagone a soudain annulé des projets de voyage pour le lendemain matin. » Et si elle a demandé pourquoi, malgré les rapports ciblés antérieurs au 8 septembre, la NSA n'a ni traduit ni diffusé les indices d'alerte qu'elle a interceptés entre le 8 et le 10 septembre ; en d'autres termes, s'il est crédible que la NSA n'ait ni traduit ni diffusé ces interceptions.

Quoi qu'il en soit, revenant sur la déclaration de Condoleezza Rice selon laquelle les autorités américaines n'avaient eu aucune indication précise sur les attaques avant qu'elles ne se soient produites, Ahmed conclut qu'elle est « manifestement mensongère. »⁴⁴ Michel Chossudovsky, revenant à la question de savoir si des membres de l'administration Bush ont eu connaissance des frappes avant qu'elles ne se produisent s'écrie : « Évidemment qu'ils savaient ! » Il ajoute : « On a consciemment et délibérément berné le peuple américain. »⁴⁵ Les critiques de la thèse officielle ont, de façon certaine, apporté des éléments qui tendent à étayer cette conclusion. Ceux présentés dans ce chapitre fournissent au moins des éléments qui invalident les deux premières hypothèses de départ, celles qui veulent que les services de renseignement américains n'aient eu aucune information ciblée à propos des frappes. En outre, certains de ces éléments de preuve semblent invalider les six premières possibilités selon lesquelles au moins la Maison Blanche n'avait aucune information précise sur les attaques imminentes. En conséquence, à part la sixième et la septième, toutes les possibilités se trouvent invalidées par les preuves récapitulées dans ce chapitre, si celles-ci résistent à un examen approfondi.

Pour les critiques de la thèse officielle, les preuves cumulatives de la complicité du gouvernement deviennent de plus en plus irréfutables si on y ajoute les éléments qui démontrent que certaines autorités américaines ont délibérément entravé les enquêtes qui auraient pu dévoiler le complot.